



NUCLÉAIRE

LOGIQUE DE PROFIT

LOGIQUE DE MORT

La CNT exige la sortie du nucléaire. Nous exprimons cette détermination en fonction des dangers sociaux et politiques que représente la filière nucléaire.

Danger social

L'industrie nucléaire dysfonctionne partout en France. Ce n'est pas toujours dit, mais il y a des incidents et des accidents toutes les semaines (que ce soit sur les centrales, les centres de retraitement ou les installations militaires). Le risque d'accident majeur est possible. Ce risque n'est pas écarté par les progrès de l'industrie nucléaire. Il augmente au contraire avec la complexité croissante de techniques mises en œuvre et avec la course à la productivité. Ce risque augmente aussi avec le **vieillessement des installations nucléaires** déjà existantes, sachant qu'EDF envisage d'aller toujours plus loin dans le maintien de ces installations (durée de vie prévue au départ de 20 à 25 ans et rallongée à 40 ans pour des raisons uniquement d'ordre capitaliste, de profits) et continue la **construction de l'EPR**, centrale dite parfaite et idéale à risque zéro (un EPR supplémentaire est prévu à la construction à Penly (76)) !

Le problème des déchets radioactifs n'est toujours pas résolu, plus de 25 ans après le lancement du programme nucléaire civil en France. L'accumulation de ces déchets et le renvoi de leur gestion aux générations futures sont proprement irresponsable. A ce propos, signalons qu'une partie de nos déchets est expédiée dans d'autres pays comme la Russie : ce sont les travailleurs russes, entre autres, qui trinquent ! **Les risques pour la santé** liés à la pollution radioactive sont toujours présents et touchent notamment l'ensemble des travailleurs et des populations en contact avec l'industrie nucléaire, comme l'ont montré les divers incidents liés aux transports des déchets ou aux différents types de sites nucléaires : centrales, unités de stockage et de retraitement mais aussi mines d'uranium. A propos de ces dernières, rappelons que si **l'extraction de l'uranium** nécessaire au fonctionnement des centrales ne se fait plus en France (ce qui discrédite l'argument « d'indépendance énergé-

tique » !), il se fait dans les pays pauvres. Ainsi, ce sont 200 000 personnes à travers le monde qui meurent chaque année par contamination. En ce qui concerne les **salariés de la filière** nucléaire en France, précisons que ce sont les **intérimaires** d'EDF qui sont particulièrement touchés. Les normes de sécurité et sanitaires, quand bien même seraient-elles suffisantes, ne sont pas systématiquement respectées, ce qui implique des travailleurs parfois irradiés, en tout cas jetables après 5 ou 6 ans de travail !

Danger politique

Projet d'essence étatique et technocratique, le **nucléaire a été imposé** sur la base du secret d'État et du mensonge délibéré, sans débat réel au niveau des populations concernées (et, en fait, de l'ensemble de l'humanité... au regard des conséquences planétaires de tout accident majeur).

Dans une société où la production vise moins les réels besoins des individus que la constitution de plus-value pour les riches, le mythe d'une énergie abondante et peu chère (mythe véhiculé par les nucléocrates) a occulté les questions essentielles sur les **conséquences sociales et environnementales** de l'emploi de cette énergie, faisant passer les besoins de l'industrie capitaliste avant toute autre considération.

La décision de favoriser l'énergie nucléaire correspond ainsi à un **mode de gestion autoritaire de la société** (par le biais de l'État et de ses comparses capitalistes) à l'opposé d'un mode autogestionnaire de fonctionnement (tel que le défend la CNT). Imposer le nucléaire nous dépossède de nos moyens de décision un peu plus, confiant la « chose » à des « experts ». Nous, « simples » consommateurs et / ou travailleurs, n'avons pas notre mot à dire.

Il correspond aussi à un modèle économique où le développement à outrance de la production ne ré-

pond pas aux besoins et à la finalité de bien-être des individus, mais bien à la soif de profits d'une minorité de riches.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des dangers, le maintien de la filière nucléaire favorise sa **prolifération à des fins militaires**.

La sortie du nucléaire est possible aujourd'hui. Elle repose sur le recours, en phase transitoire, aux techniques de production énergétique les moins néfastes pour l'environnement et les individus (centrales au gaz et cogénération prioritaires). Elle doit favoriser le développement des

énergies renouvelables et de toutes les possibilités d'économie d'énergie.

La sortie du nucléaire n'implique pas la mise au chômage des personnels. La retraite anticipée avec plein salaire et primes pour les personnels les plus exposés aux risques cancérigènes (cancers du poumon, du larynx, des os) ainsi que le maintien sur les sites (moyennant un suivi sanitaire permanent) de ceux et celles qui le désirent pour assurer à long terme les démantèlements, les réhabilitations et les rénovations dans les meilleures conditions.

Pour le développement des énergies alternatives autonomes et/ou d'un service public sans nucléaire, parce que le nucléaire sera toujours anti-démocratique, totalitaire et hiérarchique, la CNT appelle toutes et tous à manifester sa désapprobation et à réfléchir à d'autres modes de consommation énergétique.

Au delà de la question de l'utilité sociale d'une telle technologie, il en va de même pour le développement des OGM, des nanotechnologies, des pesticides, technologies qui engraisent les prophètes de la croissance effrénée du capitalisme, au détriment des usagers et travailleurs que nous sommes tous et toutes.

Au-delà du nucléaire, rappelons les risques sanitaires quotidiennement rencontrés par les salariés et les usagers d'autres secteurs industriels, comme les secteurs du bâtiment et de l'industrie chimique, tel que l'amiante, la laine de verre, les peintures, colles, teintures, poussières et bien d'autres substances encore, qu'elles soient officiellement reconnues dangereuses ou non. Plus généralement, tout ce qui peut constituer un risque sanitaire pour l'être humain est à condamner. Si le capitalisme veut plus de profit en jouant avec nos vies, refusons de nous y associer. Agissons pour détruire cette logique de profit qui reste une logique de mort.

Mais la sortie du nucléaire ne pourra se faire sans une prise de conscience collective : il est nécessaire de réduire nos dépenses énergétiques.

Seule la prise en main de ces industries par les travailleurs, travailleuses et usagers permettra une sortie contrôlée et maîtrisée du nucléaire.

La CNT c'est quoi ?

Une organisation appliquant en son sein l'autogestion et le fédéralisme avec une autonomie financière et décisionnelle de chaque syndicat. Une organisation encore faible dans le champ syndical, face aux confédérations dites représentatives, mais qui élargit son audience, son influence, et qui retrouve sur le terrain des pratiques de nombreux syndicalistes appartenant à d'autres organisations. Une organisation qui refuse les étiquettes idéologiques, les dogmatismes paralysants, tout asservissement à un parti politique, mais qui inclut dans son champ d'action des luttes éminemment politiques, révélatrices d'un projet de société et d'une autre forme d'organisation sociale.

Pour nous contacter :

CNT INTERPRO 43
Le Villeret 43300 Desges
06 80 63 29 93
interpro43@cnt-f.org
www.cnt-f.org/interpro43